

Africa's Pulse

AVRIL 2021 | VOLUME 23

UNE ANALYSE DES ENJEUX FAÇONNANT L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE

Résumé analytique



**COVID-19, L'AVENIR DU TRAVAIL EN AFRIQUE
ET LE NOUVEAU PAYSAGE NUMÉRIQUE**



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été produit par le Bureau de l'économiste en chef pour la région Afrique sous la supervision générale de Hafez Ghanem et de Ousmane Diagana. L'équipe pour ce numéro de *Africa's Pulse*, sous la direction de Albert G. Zeufack et Cesar Calderon, comprenait Gerard Kambou, Megumi Kubota, Vijdan Korman, Catalina Cantu Canales et Henry E. Aviomoh.

Le rapport a bénéficié des précieuses contributions de John Baffes, Andrew Burns, Benoit Philippe Marcel Campagne, Amy Copley, Marcio Cruz, Hrisyana Doytchinova, Mark Dutz, Fuda Dung, Aparajita Goyal, Charl Jooste, Yuto Kanematsu, Osamu Inami, Patrick Alexander Kirby, Ipek Ceylan Oymak, Jinxin Wu et Vasiliki Papagianni.

Il a également été enrichi des commentaires de Moussa Blimpo, Diego Arias Carballo, Amit Dar, Mark Dutz, Simon K. Ennui, Joanne Gaskell, Frederico Gil Sander, Woubet Kassa, Faruk Khan, Jeehye Kim, Dena Ringold, Philip Schuler, Irina Schuman, Shobha Shetty et Dorte Verner.

L'édition a été assurée par Sandra Gain. La version électronique et imprimée a été réalisée par Bill Pragluski et la couverture conçue par Rajesh Sharma. La communication, les relations avec les médias et l'engagement des parties prenantes ont été dirigés par Maura K. Leary avec une équipe comprenant Stephanie Andrea Crockett, Dasan Bobo, Sarah Farhat, Rose-Claire Pakabomba, Marie Duffour, Pabsy Pabalan Mariano, Aby K. Toure, Daniella van Leggelo Padilla, Elena Lucie Queyranne, et les équipes des Relations extérieures de la Banque mondiale en Afrique (ECRAE et ECRAW). Beatrice Berman et Kenneth Omondi ont apporté leur soutien à la production et à la logistique.

Résumé analytique

AVRIL 2021 | VOLUME 23

Africa's Pulse

Ce rapport a été préparé par le Bureau de
l'économiste en chef de la région Afrique

**COVID-19, L'AVENIR DU TRAVAIL EN AFRIQUE
ET LE NOUVEAU PAYSAGE NUMÉRIQUE**

© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW,
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : www.worldbank.org

Certains droits réservés

1 2 3 4 24 23 22 21

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre de : Africa's Pulse, No. 23. En cas de contradictions, la langue originelle prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/> Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

Mention de la source — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Zeufack, Albert G.; Calderon, Cesar; Kambou, Gerard; Kubota, Megumi; Korman, Vijdan; Canales, Catalina Cantu; Aviomoh, Henry E. 2021. *Africa's Pulse*, No. 23 (Avril). Washington, DC. Doi: 10.1596/978-1-4648-1715-1. La Banque mondiale. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

Traductions — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

Adaptations — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une oeuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

Contenu tiers — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

ISBN (digital): 978-1-4648-1715-1

DOI: 10.1596/ 978-1-4648-1715-1

Conception de la page de couverture : Rajesh Sharma

Résumé analytique

Perspectives macroéconomiques

- ▶ **Au niveau mondial, la COVID-19 continue de se propager, mais les campagnes de vaccination ont accompli des progrès considérables dans certains pays, notamment le Royaume-Uni et les États-Unis.** Au niveau mondial, une meilleure gestion de la pandémie va permettre un redressement de l'économie, et les conditions financières restent favorables malgré un resserrement récent dû à des anticipations d'inflation en hausse. Les principales banques centrales ont réaffirmé leur engagement à poursuivre des achats d'actifs et à maintenir la stabilité dans les politiques monétaires. Les prix des produits de base ont continué à se relever, grâce à une reprise de la demande au niveau mondial, avec des augmentations généralisées de la plupart des produits. Les cours du pétrole ont grimpé de plus de 25 % depuis le début de 2021, les prix des métaux affichent leur niveau le plus élevé depuis 2011, et les prix des produits de base agricoles ont augmenté de façon significative.
- ▶ **La COVID-19 a eu un impact économique grave sur l'Afrique subsaharienne. Cependant, les pays de la région ont pu résister à la crise jusqu'ici.** Selon les estimations, l'activité économique de l'Afrique subsaharienne s'est contractée de 2,0 % en 2020, correspondant au niveau inférieur de la fourchette de prévisions publiée dans l'édition d'avril 2020 d'Africa's Pulse, un chiffre nettement inférieur à la contraction enregistrée dans les économies avancées et autres marchés émergents ainsi que dans les économies en développement, à l'exclusion de la Chine. Les données disponibles pour les deux derniers trimestres de 2020 indiquent un rebond de l'activité économique, ce qui explique que la contraction dans la région se soit cantonnée dans la partie inférieure de la fourchette de prévisions. Ces données reflètent une propagation plus lente du virus et une plus faible mortalité liée à la COVID-19 dans la région, une forte croissance agricole, et un redressement plus rapide que prévu des prix des produits de base. Néanmoins, la COVID-19 a plongé la région dans sa première récession depuis plus de 25 ans, entraînant une contraction de l'activité de près de 5,0 % du PIB par habitant. Des groupes vulnérables, comme les pauvres, les travailleurs du secteur informel, les femmes et les jeunes, ont souffert de façon disproportionnée du manque d'opportunités et d'un accès inégal aux filets sociaux de sécurité.
- ▶ **L'activité économique dans la région devrait se renforcer avec le déploiement d'actions destinées à contenir de nouvelles vagues de la pandémie et l'accélération de la vaccination.** La croissance dans la région devrait, selon les prévisions, augmenter dans une fourchette de 2,3 à 3,4 % en 2021, en fonction des mesures de politique adoptées par les pays de la région et par la communauté internationale. La croissance prévue dans le scénario de référence pour 2021 est revue à la hausse de 0,2 points de pourcentage par rapport aux projections de l'édition d'octobre 2020 d'Africa's Pulse. En effet, l'impact positif de la poursuite du redressement au cours de la deuxième moitié de l'année, qui s'est accompagnée d'un environnement externe plus favorable, a été contrebalancé par un impact négatif sur l'activité dû à la persistance des mesures de distanciation sociale et au manque de possibilités pour un appui budgétaire supplémentaire.
- ▶ **Les prévisions du scénario de référence pour 2021 pour la région sont en partie revues à la baisse à cause d'une seconde vague d'infection à la COVID-19 qui pourrait être pire que la première, due à l'apparition de nouvelles variantes plus transmissibles.** Le nombre journalier d'infections dans la région est d'environ 40 % plus élevé au cours de la seconde vague. L'émergence de variantes du coronavirus plus contagieuses et un relâchement dans la pratique des mesures sanitaires ont eu pour résultat une résurgence du nombre de nouveaux cas et de décès dans la région depuis la deuxième moitié de décembre 2020, avec pour conséquence des mesures de confinement plus strict imposées par les gouvernements comme ce fut le cas en Afrique du Sud. Bien que certains pays aient réussi à ralentir cette nouvelle vague d'infections, d'autres sont confrontés à une hausse

des infections et des décès. Pour la plupart des pays de la région, l'activité reste nettement inférieure aux projections pre-COVID-19 pour la fin de 2021. La croissance du produit intérieur brut réel pour 2022, estimée à 3,1 %, ne change pas par rapport aux projections antérieures.

- ▶ **La reprise en Afrique subsaharienne devrait se faire à plusieurs vitesses, avec des variations considérables selon les pays.** Le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola, les trois plus grandes économies de la région devraient enregistrer un retour de la croissance en 2021, en partie à cause de prix plus élevés des produits de base, mais cette reprise devrait rester morose. Selon les projections, la croissance devrait revenir à 1,4 % au Nigéria, 3,0 % en Afrique du Sud, et 0,9 % en Angola. L'anémie des perspectives de croissance à court terme et le déploiement lent du vaccin dans les plus grandes économies vont peser sur les perspectives pour la région. Sans le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola, les projections d'activité pour le reste de la région signalent une croissance plus robuste. Les pays pauvres en ressources naturelles, comme la Côte d'Ivoire et le Kenya, et les économies tributaires du secteur minier, comme le Botswana et la Guinée, devraient enregistrer une croissance robuste en 2021, tirée par un rebond de la consommation et des investissements privés, alors que la confiance se renforce et les exportations reprennent. Le retour progressif des touristes, à mesure que les efforts de vaccination s'intensifient dans le monde entier, devrait favoriser une reprise modérée dans les économies fondées sur le tourisme, y compris le Cap-Vert et l'île Maurice. Cependant, le redressement devrait rester modeste chez les exportateurs de pétrole, en raison de faiblesses structurelles et de l'existence de problèmes sécuritaires qui aggravent l'impact de la pandémie.
- ▶ **La pandémie de la COVID-19 a exacerbé les vulnérabilités de la dette publique, et une aide considérable sera nécessaire pour régler les problèmes de liquidité et de solvabilité.** Les vulnérabilités de la dette sont élevées et en hausse dans de nombreux pays. Le niveau médian de la dette dans la région devrait, selon les projections, culminer en 2021. De nombreux pays sont sur une trajectoire ascendante tandis que d'autres affichent un ratio du service de la dette aux revenus fiscaux dépassant 20 %. Les déficits de financement resteront un défi à cause de l'accès limité aux marchés et de contraintes qui réduisent les possibilités d'une augmentation de revenus à court terme. Le règlement des problèmes de liquidité et de solvabilité va demander une aide supplémentaire, notamment la prorogation de l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI). Celle-ci devra s'accompagner de dons et de financements concessionnels, afin de créer l'espace budgétaire nécessaire à des investissements économiques. Certains pays pourraient encore avoir besoin d'un traitement de la dette au-delà de la DSSI. La mise en application du Cadre commun et de la Politique de financement en faveur du développement durable et l'émission de nouveaux Droits de tirage spéciaux (DTS) seront des mesures décisives. La situation de la dette en Afrique va demander une mobilisation générale, et aucune option ne devrait être écartée.
- ▶ **La pandémie de COVID-19 continuera à exercer des pressions sur le cadre de politiques macroéconomiques de la région.** Les projections des déficits du compte-courant restent élevées dans toute la région, à cause d'une augmentation des coûts d'importation à la suite de la hausse des prix pétroliers. Ces déficits vont se rétrécir pour les pays exportateurs de pétrole, mais resteront élevés pour les exportateurs de métaux et les pays pauvres en ressources, à cause d'un redémarrage de projets à fort contenu d'importations dans les secteurs miniers et des infrastructures. La poursuite de l'appui fourni par la communauté internationale devrait aider à combler l'écart de financement dans de nombreux pays. Bien que l'inflation doive rester à des niveaux modérés dans la région, elle s'est accélérée dans certains pays tels que le Nigéria et l'Angola, à cause d'une augmentation des prix alimentaires et d'une dépréciation de la devise. Les pays importateurs nets de pétrole devraient subir une inflation plus élevée comparée aux exportateurs de pétrole, à cause d'une hausse de l'inflation dans les transports due à l'augmentation des coûts de carburant.

- **Des progrès plus rapides dans le déploiement du vaccin, accompagnés par des politiques crédibles pour stimuler l'investissement privé, devraient accélérer la croissance pour la porter à 3,4 % en 2021 et à 4,5 % en 2022 dans l'Afrique subsaharienne.** Le nombre de pays enregistrant une croissance supérieure à 4 % en 2021 pourrait plus que doubler, et passer de 8 à 17. Une accélération du progrès dans le déploiement de vaccins efficaces, susceptibles d'assouplir les mesures de distanciation sociale et autres mesures de confinement plus rapidement que dans le scénario de référence, pourra dynamiser la confiance et accélérer la dépense. Des réformes de politiques crédibles, accompagnées de la disponibilité de ressources financières concessionnelles ayant un effet catalytique sur les investissements publics et privés, renforceront la réponse en termes de croissance. Celle-ci pourrait augmenter de 1,1 point de pourcentage en 2021, et de 1,4 point de pourcentage en 2022 par rapport au scénario de référence. Le rythme de la reprise pourrait s'accélérer, avec près de 60 % des pays dans la région enregistrant une croissance d'au moins 4 % en 2022.
- **Alors que les pays d'Afrique subsaharienne se mettent sur une trajectoire de reprise après la pandémie de COVID-19, il sera essentiel d'assurer une croissance supérieure à 4 % à partir de 2022 et au-delà.** Cette croissance est nécessaire pour accélérer la croissance du revenu par habitant et pour contrer une augmentation de la pauvreté dans la région due à la COVID-19. Une croissance de 4 % est atteignable si les pays mettent en œuvre un ensemble de mesures favorables à des investissements soutenus et à la création d'emplois, et permettent aux taux de change de refléter les forces du marché et d'améliorer leur compétitivité. L'allègement du fardeau de la dette libérera des ressources pour des investissements publics dans des domaines tels que l'éducation, la santé et les infrastructures. Des investissements en capital humain permettront de réduire le risque que les dégâts causés par la pandémie durent longtemps et qu'ils apparaissent dans le long terme, et de renforcer la compétitivité et la productivité. Les 12 prochains mois seront critiques pour tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine, de façon à renforcer l'intégration des pays africains dans des chaînes de valeur régionales et mondiales. Les réformes susceptibles de produire une électricité fiable, y compris un meilleur fonctionnement des régies d'utilité publique, vont contribuer au développement du secteur manufacturier et de l'économie numérique. Finalement, des réformes visant à combler les écarts infrastructurels dans le secteur numérique et destinées à rendre l'économie numérique plus inclusive, c'est-à-dire améliorant l'accès financier tout en développant les compétences dans tous les segments de la société, seront d'une importance critique pour renforcer la connectivité, encourager l'adoption des technologies numériques, et créer des emplois plus nombreux et meilleurs tant pour les hommes que pour les femmes.
- **Alors qu'ils s'engagent dans la reprise, les pays d'Afrique subsaharienne vont avoir besoin de financements importants pour des investissements dans le capital humain, l'énergie, et les infrastructures numériques et physiques.** Avec une pression croissante sur les bilans du secteur public, les besoins de financement concessionnels vont rester significatifs en 2021 – 2022. Satisfaire aux besoins d'investissement public sans faire courir de risques supplémentaires à la soutenabilité budgétaire va exiger des réformes des politiques susceptibles d'encourager la mobilisation des ressources intérieures (à la fois du côté des recettes et du côté des dépenses) et un accès plus important au financement concessionnel. D'une part, les efforts visant à renforcer la mobilisation des ressources intérieures devront prendre en considération la position d'un pays dans le cycle économique et la rigueur de ses mesures de restriction. Dans un contexte de confinement strict ou partiel, les gouvernements devront mettre l'accent sur des solutions numériques pour améliorer l'administration fiscale et la collecte des impôts plutôt que sur l'impôt lui-même. Ils pourraient également rationaliser les incitatifs fiscaux et améliorer le ciblage des programmes d'investissements sociaux et publics. D'autre part, plusieurs pays dans la région ont pris des mesures visant à renforcer la transparence et la gestion de la dette ainsi que la soutenabilité budgétaire dans le cadre des mesures d'actions de politiques et performances (PPA – acronyme

anglais pour Performance and Policy Actions) associées aux Politiques de financement du développement durable. Les pays ayant mis en œuvre de façon satisfaisante leurs PPA auront un accès intégral à leurs allocations IDA, et deviendront éligibles l'année suivante au « frontloading » et aux réallocations. Le centrage sur la transparence de la dette permettra aux décideurs politiques de prendre des décisions d'emprunt et d'investissement mieux informé, et d'appuyer des mécanismes de redevabilité au gouvernement. Finalement, la conception de PPA relatifs à la soutenabilité budgétaire et à la gestion de la dette est d'une importance critique pour le renforcement de la résilience d'un pays à de futurs chocs.

Thème spécial : emplois et technologies numériques pendant la pandémie de COVID-19 en Afrique

- ▶ **La pandémie de COVID-19 a durement frappé l'activité économique, y compris l'emploi, en Afrique subsaharienne.** L'économie numérique s'est avérée être d'une importance capitale pour assurer la poursuite des activités des gouvernements, des affaires et de la société dans la région à un moment où étaient mises en place des mesures de distanciation et de confinement. Cette édition d'Africa's Pulse étudie la relation entre l'adoption de technologies numériques et l'emploi, nouveaux ou existants, en Afrique subsaharienne. Les constats récents dans de nombreuses entreprises montrent leur capacité à répondre aux questions suivantes. L'adoption des technologies numériques peut-elle produire des emplois plus nombreux et meilleurs ? Si oui, quel est son taux d'adoption parmi les entreprises de la région ? Comment la pandémie a-t-elle affecté la productivité et l'emploi des entreprises ? La COVID-19 a-t-elle entraîné une augmentation de la numérisation parmi les entreprises de la région ? Dans le domaine de la technologie, priorité est donnée aux technologies numériques susceptibles d'être rapidement créées et adoptées dans le monde de demain, y compris la création et l'adoption de technologies requérant peu de qualifications qui permettent à des travailleurs non qualifiés d'apprendre et d'améliorer leurs compétences en cours d'emploi. Les technologies numériques agissent sur l'emploi au travers de plusieurs canaux distincts, y compris des changements en matière de création d'entreprise, des changements de productivité parmi les entreprises actuelles, et des changements dans les exportations.
- ▶ **Des politiques encourageant les investissements dans l'innovation et les technologies numériques peuvent aider à rétablir les structures économiques et à faciliter le rattrapage avec le reste du monde.** Les technologies numériques offrent aux économies africaines la possibilité de se diversifier au-delà de l'exploitation des ressources naturelles, en allégeant les contraintes financières auxquelles font face les entrepreneurs, notamment les exigences en matière de capitaux pour les start-ups. Le Nigéria et le Kenya sont devenus les épicycles d'une expansion de la technologie financière (fintech) dans la région. Ces pays ont recours à des technologies bon marché et accessibles pour mobiliser des consommateurs de façon innovatrice, par exemple, les prêts digitaux (M-Shwari au Kenya) et les plates-formes d'épargne et d'investissement (PiggyVest et Cowrywise au Nigéria). Les technologies numériques ont un rôle essentiel dans la capacité de la région à relever des défis majeurs en matière de développement, comme la diversification économique, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la gouvernance.
- ▶ **De nombreux constats antérieurs à la COVID-19 suggèrent qu'en Afrique subsaharienne, le futur du travail pourrait être différent de l'expérience enregistrée dans les économies avancées.** De nouvelles technologies sont susceptibles de créer de nouveaux emplois et d'accélérer la productivité des emplois existants. Des études récentes menées dans des pays choisis d'Afrique documentent les effets importants et positifs de l'introduction de connexions Internet rapides sur l'emploi sans déplacement d'emplois peu qualifiés. Avant la COVID-19, les entreprises d'Afrique subsaharienne, formelles ou informelles, qui avaient adopté des technologies numériques, étaient

plus susceptibles d'atteindre des niveaux plus élevés de productivité, de production, de profits, d'emploi et de salaire. De façon plus précise, l'emploi et la productivité du travail sont plus élevés dans des entreprises utilisant des Smartphones, des technologies de transaction numériques (telles que l'argent mobile pour payer les fournisseurs et recevoir les paiements des clients), et des solutions de gestion numériques (logiciels de comptabilité et de contrôle des stocks et des points de vente (PDV)). Au Sénégal, par exemple, le taux d'emploi dans les entreprises informelles utilisant un logiciel de contrôle des stocks et des PDV était 1,6 fois plus élevé que dans celles qui n'en utilisaient pas, tandis que ce taux chez les entreprises utilisatrices d'outils numériques pour recruter des travailleurs atteignait plus du double de celui des non-utilisatrices. Un autre point encore plus intéressant est que le salaire moyen dans les entreprises faisant appel à des technologies de transaction numériques était 1,5 à 2,4 fois plus élevé que dans celles qui n'y recouraient pas.

- ▶ **L'adoption des technologies numériques parmi les entreprises africaines reste faible malgré leurs avantages manifestes.** Par exemple, 7 % des entreprises informelles interrogées avant la pandémie utilisaient Internet à des fins commerciales dans les pays d'Afrique subsaharienne. Parmi les entreprises ayant accès à l'Internet, près de 25 % cherchent des fournisseurs en ligne, tandis que 10 % utilisent des solutions de commerce en ligne. La lenteur de cette adoption peut s'attribuer à l'absence d'équipements compatibles avec l'Internet (notamment des ordinateurs); au prix élevé des services Internet, des Smartphones et des données mobiles, ainsi qu'au manque de connaissances et de compétences pour l'utilisation des technologies numériques.
- ▶ **La pandémie de COVID-19 a suscité l'expérimentation sociale la plus importante sur l'avenir du travail alors que la distanciation sociale et le télétravail faisaient évoluer la façon dont les personnes travaillent et interagissent.** La COVID-19 a accéléré l'insertion d'outils et de solutions numériques dans différents secteurs de l'activité économique. L'adoption en hausse des technologies numériques et l'expansion de la connectivité ont eu pour résultat l'émergence de nouvelles activités et de nouvelles façons de mener à bien des activités existantes.
- ▶ **Le secteur de la santé est l'un de ceux ayant enregistré des actions rapides et innovatrices de la part des gouvernements africains au milieu de la pandémie.** Pour contrôler la propagation de la COVID-19, plus de 120 solutions fondées sur la technologie ont été testées ou adoptées dans la région (13 % des innovations conçues au niveau mondial]. La plupart des innovations numériques étaient fondées sur les technologies de l'information et des communications (TIC), y compris WhatsApp chatbots (Afrique du Sud), des outils d'autodiagnostic (Angola), de recherche des contacts (Ghana) ainsi que des outils d'information sanitaire mobiles (Nigéria). Au Rwanda, des robots ont été introduits pour aider le personnel médical et dépister les personnes ayant de la fièvre à l'aéroport. Les équipements médicaux ont été mis au point par des imprimeries 3 D au Kenya. Des politiques industrielles impliquant une remise à niveau technique ont nécessité un recentrage des entreprises industrielles de façon à faire face à la demande d'équipements protecteurs personnels, de désinfectants et de matériel de test, en particulier dans l'industrie du vêtement au Ghana et au Kenya. Ces efforts ont aidé les économies locales à préserver ou à créer des emplois.
- ▶ **Dans le secteur public, l'administration fiscale est l'une de celle qui a bénéficié des progrès grâce à la numérisation.** Les cartes d'identité numérique, les déclarations fiscales, les grandes bases de données, les analyses et bien d'autres peuvent contribuer à réduire les coûts de transaction et les temps d'exécution, ainsi qu'à améliorer l'efficacité de la gestion du risque et des techniques d'audit. Une plus grande transparence de la stratégie des autorités fiscales et de leur façon de procéder peut accroître la satisfaction du contribuable et améliorer le respect volontaire. Par exemple, les systèmes de carte d'identité numérique peuvent aider à élargir l'assiette fiscale, encourager la formalisation de l'économie, et améliorer l'efficacité de la perception fiscale (Rwanda, Tanzanie et Afrique du Sud). Le gouvernement du Mozambique a accéléré la mise en service d'un

système d'imposition numérique qui permet aux contribuables de soumettre ses déclarations et d'effectuer le paiement de ses impôts en ligne, grâce à 12 banques commerciales. La crise a également encouragé l'innovation dans la prestation de services, notamment par la promotion des paiements de gouvernement à individu. Les technologies numériques ont étendu la couverture des filets sociaux de sécurité, amélioré le ciblage et protégé les bénéficiaires, malgré les mesures de distanciation. L'augmentation des paiements aux bénéficiaires a été réalisée en utilisant entre autres des comptes d'argent mobile (programme Novissi du Togo) et e-wallets (Namibie).

- ▶ **La plupart des entreprises dans la région ont ajusté leur emploi en réduisant les heures et les salaires (marge intensive) et ont évité de licencier des travailleurs (marge extensive).** Elles ont eu plus tendance à réduire les heures de travail 39 %, d'accorder des congés 38 %, et de réduire les salaires 31 % en réponse au choc de la COVID-19 et moins tendance à licencier des travailleurs 21 %. Cependant, le licenciement a été plus élevé que ce qui a été observé dans d'autres pays en développement 17 %. Le licenciement de travailleurs a été le plus fréquent parmi les pays ayant des mesures de confinement plus strict ou enregistrant une chute des ventes ou encore parmi les grandes entreprises. En moyenne, les ventes ont diminué de 49 % dans la région, et cette contraction a été la plus élevée parmi les pays ayant des confinements plus stricts, des activités impliquant de nombreux contacts, ainsi que parmi les micro et petites entreprises.
- ▶ **Les entreprises d'Afrique subsaharienne ont étendu l'utilisation des technologies numériques en réponse à la pandémie.** Les enquêtes de Business Pulse menée dans 18 pays de la région montrent que 22 % des entreprises ont introduit ou augmenté leur utilisation de l'Internet, des médias sociaux et des plates-formes numériques. L'intensité dans l'utilisation des technologies numériques a été la plus élevée dans les services financiers et TIC, ainsi que parmi les grandes entreprises et les entreprises formelles. La croissance a été particulièrement notable pour le commerce en ligne. Par exemple, au cours des premiers six mois de 2020, la plate-forme africaine Jumia a enregistré une augmentation de 50 % de son volume de transactions traitées (de 3,1 millions à 4,7 millions), en comparaison de la même période en 2019. La numérisation des entreprises kényanes s'est accrue lors de la poursuite de la pandémie. Par exemple, avec le temps, un pourcentage plus élevé des entreprises kényanes a adopté des technologies numériques en réponse à la pandémie (71 % au cours de la période septembre-octobre 2020, par rapport à 47 % au cours de la période juin-août 2020), en particulier parmi les entreprises industrielles et les petites entreprises (Banque mondiale 2021). D'autres données ont démontré que les entreprises ayant des niveaux technologiques élevés avant la COVID-19 étaient plus susceptibles d'accroître la numérisation en réponse à la pandémie et de jouir de niveaux plus élevés de vente et d'emploi.
- ▶ **Les interventions numériques ne sont pas par elles-mêmes une panacée. Elles doivent s'accompagner d'investissements dans les infrastructures physiques, l'électricité, l'alphabétisation, mais aussi de réglementations intelligentes.** S'il est vrai que l'accès au téléphone mobile s'est accru rapidement et est aujourd'hui susceptible de se développer de façon commerciale (même les paysans pauvres peuvent bénéficier d'un téléphone et trouver l'argent pour en acheter), il n'en est pas de même pour l'Internet et l'électricité. À long terme, l'Internet devrait avoir un impact plus important sur la croissance économique. Beaucoup va dépendre de l'adoption d'un cadre réglementaire favorable et de modèles d'entreprises soutenables pour encourager la diffusion de l'Internet et de ses compléments analogues comme l'électricité dans les parties du monde les plus pauvres.

RAPPORT DU BUREAU DE L'ÉCONOMISTE
EN CHEF DE LA RÉGION AFRIQUE

<https://www.banquemondiale.org/fr/region/afr/publication/africas-pulse>

